

**DISSONANCES A TRANSCENDER  
POUR UN DEVELOPPEMENT INTEGRE**

Mohamed HADDY

Professeur de l'enseignement supérieur à l'Institut national  
d'aménagement et d'urbanisme, Rabat

A l'aube du vingtième siècle, le défi que doit relever le peuple n'est plus de survivre à l'agression de forces hostiles, ni de tirer sa subsistance d'un environnement souvent rude et imprévisible. Le défi ne réside pas, non plus, dans le combat titanesque entre les deux systèmes économiques et politiques qui ont dominé la scène internationale, jusqu'il n'y a pas très longtemps; le peuple est aujourd'hui confronté au défi de la gouvernance et donc à celui de la stabilité.

Au moment où s'estompe le spectre d'un conflit nucléaire et où reculent, relativement, les risques de guerres conventionnelles - du moins en nombre - de nouvelles menaces sur la sécurité des personnes et des biens peuvent compromettre le développement; dès lors une question s'impose: jusqu'à quel point celles-ci sont-elles susceptibles d'ébranler la stabilité et de saper les fondements sociaux, juridiques et moraux de la civilisation et de susciter l'affrontement?

En effet, la misère s'exporte facilement et le coût économique et social des conflits et de l'instabilité est très lourd, et si chacune de ces menaces prises isolément, ne paraît pas alarmante, conjuguées et accumulées, elles déboucheront inmanquablement sur le chaos. Par ailleurs, la dégradation, aussi bien, des ressources naturelles que des institutions s'accroît, au risque d'une catastrophe périlleuse; les tensions sociales sont, de plus en plus, vives et sont susceptibles de compromettre l'avenir des populations et de les pousser à sombrer dans les perturbations et la terreur, une telle situation ne pourrait engendrer et affouiller que divisions et conflits.

Tout se passe comme si les hommes pilotaient à grande vitesse des véhicules qui les emportent, tous feux éteints, sur une route incertaine, heurteront-ils quelques écueils imprévus? Ou se retrouveront-ils au bord d'à-pics mortels? Et chaque semaine semble vouloir apporter quelques nouvelles illustrations du désordre dans lequel s'enfonce de plus en plus la société.

Ces aléas sont inhérents, pour les plus importants, à l'insécurité, qui est accentuée par le silence, la complaisance, voire la complicité de ceux qui sont supposés l'endiguer: les autorités et dont le comportement est plus à rapprocher de l'opportunisme qu'à un quelconque acte de citoyenneté; situation aggravée et lestée par le silence complice de

ceux. qui sont sensés les dénoncer: les intellectuels; imbroglio qui ne peut générer qu'écueils et périls, ce que tout le monde voudrait éviter par le renforcement de la démocratie..

## **L'insécurité**

Parce que la sécurité individuelle constitue pour chacun un problème très important. parce que l'attention portée aux problèmes politiques, économiques, sociaux et environnementaux se relâche d'une manière inquiétante et parce que le développement requiert une société stable; la question de sécurité mérite d'être posée et dès lors des images effrayantes viennent à l'esprit New York,.. Casablanca... Madrid... mais au lieu de s'en préoccuper, l'homme s'en éloigne, hélas!

Par ailleurs, la croissance anarchique des bidonvilles est aussi une autre source de problèmes, dépourvus de tout droit légal d'occuper le sol, les habitants hésitent, à construire en dur ou à investir dans des services collectifs, résultat: ces taudis deviennent des foyers où pullulent les problèmes sociaux, la violence et la criminalité; en effet les zones urbaines offrent un spectacle de très grandes disparités économiques et sociales, et dans une société où la pauvreté et l'injustice sont criantes, la situation ne peut devenir qu'instable et le moindre événement explosif.

D'ailleurs. la motivation des plus désespérés parmi cette population - poussés par l'exclusion à l'intérieur, par les disparités de richesse et de revenu entre les régions et à l'intérieur d'une même région où des quartiers miséreux jouxtent des résidences de très grand luxe - qui tentent d'atteindre les frontières des pays voisins du nord est simple: la perspective de meilleures opportunités économiques.

En outre, dans le monde rural, la dégradation des sols et des forêts, la pratique trop intensive de la chasse et de la pêche et l'appauvrissement d'autres richesses naturelles renouvelables telles que l'eau sont certes extrêmement dommageables: laquelle déchéance est accentuée par deux autres tendances qui rendent la situation, encore, plus dramatique: la croissance démographique, ce qui signifie que ces ressources devront être partagées entre un nombre grandissant de personnes et la compétition entre les populations urbaines et les communautés rurales qui est souvent à l'avantage des premiers.

En effet. la démesure des disparités pourrait conduire les plus déshérités au désespoir ou nourrir la colère et attiser un sentiment d'injustice susceptible d'engendrer de nouvelles menaces contre la sécurité et qui pourrait, tout aussi bien, saper les valeurs et les cultures traditionnelles et éroder le tissu social, or sortir de ce goulot d'étranglement suppose que les autorités opèrent des changements de cap radicaux et de profondes transformations politiques, économiques et sociales; de même, l'élimination de la pauvreté et de l'exclusion exige une répartition plus équitable des bénéfices d'une croissance soutenue, de manière à ce que cela permette à la quasi-totalité de la population de satisfaire ses besoins essentiels.

Ainsi, l'homme s'enfonce de plus en plus dans la laideur et s'y maintient. soit parce qu'il n'en est pas conscient, soit qu'il ne veut pas le savoir, soit qu'il ne s'en soucie guère: pourtant l'esthétique - palliatif à la laideur - doit faire figure de premier plan, et tenir lieu à

la fois de clé des songes et de clé des réalités, de qualification des êtres et des choses, de croyance, de morale, mais aussi d'étoile conductrice pour tout homme désorienté par le chaos et le désespoir des contradictions..

Devant la complexité d'une telle situation, comment effectuer des choix pour l'avenir ? Comment se mesurer à un univers d'un embrouillement et d'une incertitude effarants ? La seule option réside dans la volonté commune qu'ont les hommes de pouvoir améliorer leurs perspectives d'avenir et de se ménager un destin respectable, de pouvoir modeler l'avenir, de savoir penser l'avenir voulu et de faire en sorte qu'il le devienne: la volonté collective ne se définit-elle pas par la négation de la volonté individuelle ? Elle est "l'aliénation totale de chaque associé à toute la communauté", comme le dit un juste titre J.J. Rousseau.

L'exclusion sociale -problème culturel et sociologique et manifestation extrême de différents processus de fragilisation des liens sociaux - est définie comme un ensemble de processus multidimensionnels, se déclinant dans le domaine relationnel. et affectant ceux qui vivent dans des situations de grande vulnérabilité sociale: enfants déscolarisés, jeunes non qualifiés, chômeurs de longue durée, populations travaillant avec de bas salaires, jeunes ayant des emplois précaires et surtout les rejetés du monde rural (1). En effet, l'économie a mis à l'écart des régions entières et dans de nombreuses zones rurales, les revenus ne cessent de chuter et les conditions de vie se détériorent. le tout provoquant un mouvement d'exode sans précédent des populations.

La grande question sociale réside, aujourd'hui. en les dysfonctionnements auxquels sont associées, bien souvent la criminalité, la délinquance et la débauche. par ailleurs, leur amplification trouve, souvent, son origine dans une dimension économique liée à la fragilisation sociale. En effet, désocialisés et persuadés par leur long calvaire qu'ils sont sans avenir, les laissés-pour-compte - ces exclus de la société qui sont, aussi, exclus de la communauté, avec pour seule alternative, "la manche", le vol. l'agression, la débauche. la prostitution.. et la haine - constituent une tare de la société moderne qui s'est détournée de ses référents socioculturels traditionnels, sans jamais soupeser les dangers que cela pouvait engendrer.

Une telle situation ne peut enfanter que la haine qui est intimement liée à l'angoisse, soit qu'elle la provoque, soit qu'elle en est le fruit: ce sentiment débouche sur une certaine paranoïa, qui fait que toute personne qui en est atteinte, ne cherche plus la vérité, il croit la posséder, ne s'efforce plus de rejoindre la position d'un tiers, il croit l'occuper de droit, il coïncide constamment par privilège avec elle et de ce privilège il ne comprend ni n'admet que les autres puissent en douter. En outre, la violence et la criminalité, à l'échelle locale, sont tout aussi effrayantes, elles affectent la vie,

---

(1) Que penser. Alors, de cette information anecdotique où moyennant 150 Livres (220 Euros), il est possible de vivre comme un clochard sur les trottoirs de Londres, le temps d'un week-end. Action qui serait lancés du 24 au 26 juin 2004 : action qui avait vu le jour aux Etats-Unis Amérique. à New York et à San Francisco dans les années quatre vingt dix par des disciples du Bouddhisme zen. à l'adresse des privilégiés, en quête d'humilité et de compassion! pourtant. il suffit d'aller dans la rue. d'ouvrir les yeux et de réfléchir. pour s'imprégner du fléau, le Monde du 7 mai 2004.

la tranquillité et le comportement des gens, notamment les vols, la délinquance et les violences liées à la drogue et à l'exclusion: ainsi, le phénomène de l'insécurité, bien que ne remontant, d'une manière manifeste, qu'aux débuts des années quatre vingt dix - accentué par l'indifférence des responsables prend une ampleur alarmante.

Parce que la dignité liée au travail ou tout simplement la dignité liée à l'existence leur est déniée, les exclus - qui ne se retrouvent nulle part dans la société - se détournent de la sécurité publique, encouragés en cela par les autorités qui ont laissé, progressivement, se propager des niches propices à l'insécurité et qui est devenue la hantise de tout à chacun: affubler cette réalité de subterfuges ou de pudibonderies feintes n'améliorera, certainement, pas la situation inquiétante dans laquelle s'enfonce, de plus en plus, la société et dans pareils cas, "le pire est plus probable que le meilleur".

Le besoin en sécurité est un besoin fondamental de l'homme, et s'il n'est pas satisfait, il ne peut susciter qu'un malaise pouvant entraîner une dilacération de la société, voire même une entropie du tissu social que ni la condescendance, ni la concupiscence des responsables, ne pourront travestir ou éluder. Face à cela, des cris de dénonciation se font jour, car une forte insécurité va toujours de pair avec un revendication punitive: en outre, l'insécurité n'étant qu'un des signes manifestes de la fragilisation des liens sociaux et du laxisme des décideurs, il s'avère urgent de rétablir les normes des droits et des obligations, car "la justice est à la société ce que la vérité est à la science", en effet. la vie en société repose sur deux piliers: la soif de la justice et une équipe soumise à la morale civique, or l'une et l'autre sont menacées de désarticulation.

A titre d'exemple l'extension du fléau de la mendicité est effrayante, d'autant plus qu'il est toujours accompagné de tension et d'agressivité, difficilement contrôlables et qui peuvent dégénérer à tout moment: il n'est pas une rue, un carrefour, un café, une boulangerie, une boucherie, une station de distribution de carburant, une gare routière ou ferroviaire, une entrée de poste, de banque, d'hôpital, de clinique, de pharmacie, de mosquée... qui ne soient pas transformés en théâtre lugubre de la mendicité et où sont exposées toutes les déficiences héréditaires, les tares, les infirmités et où sont utilisés tous les subterfuges et tous les scénarios.

Si les organismes officiels sont incapables de déterminer le nombre de tous ces malheureux ou supposés tels ou d'où viennent-ils? Ils affluent, en tout cas, de taudis délabrés et sales où l'eau et l'électricité sont inexistantes; ils vivent au milieu d'odeurs et de nuisances violentes, dans la promiscuité et dans le vacarme; ils sont issus d'un univers agressif, provocateur et hostile; que faire, alors, dans pareil monde, si ce n'est la mendicité, l'agression et la déchéance? Et les causes de ce fléau sont toujours les mêmes: crises démographiques, exode rural, urbanisation non maîtrisée, désarticulation du tissu social, inégalités économiques effarantes, le tout engendrant la désagrégation du système de solidarité sociale. Cependant, l'explosion de la mendicité. si elle est une conséquence de la croissance économique et une conséquence de la pauvreté, elle se professionnalise de plus en plus et est, même, devenue un nouvel emploi qui prospère: le cercle des mendiants s'agrandit tellement, au point d'engendrer des réseaux bien organisés.

Les mendiants se multiplient au jour le jour, encouragés par ceux, nombreux, qui répondent à leurs demandes, pour la bonne conscience ou par simple charité envers son

prochain; certes, tout à chacun souhaite aider des nécessiteux, mais comment faire quand ceux-ci n'arrêtent de se multiplier? Il est vrai, aussi, que sur toile de fond de pauvreté, il y a des miséreux, que beaucoup sont dans une situation déplorable, mais beaucoup, aussi, vivent au dépens des bonnes âmes: les imposteurs - et ils sont nombreux -- qui ont compris l'astuce et qui trouvent plus facile et plus rentable de tendre la main que de travailler (2).

Devant cette "descente en enfer", les pouvoirs publics semblent impuissants, pourtant ne rien tenter pour endiguer cette plaie qui ne fait qu'empirer au fil des années, voire au fil des jours est, sans doute, le pire des choix à opérer; pour parer cette calamité il faut, dès à présent, s'atteler à trouver des solutions rationnelles qui aideront à arracher cette catégorie de la population aux aléas de la rue, qui sont le vice les extrémismes, les fléaux sociaux tels la dégénérescence et l'insécurité.

L'hostilité du monde extérieur est probablement la raison majeure de la réaction d'angoisse, par ailleurs rien n'est plus universel que la laideur et rien n'est plus contagieux ou mutant qu'elle; dès lors, il n'est pas étonnant que la laideur collective (accumulation d'images caricaturales que nulle entreprise de restauration esthétique ne saurait corriger) prenne une forme agressive; cette laideur à laquelle aucune institution publique ou privée n'y échappe, malgré les tentatives dérisoires de prestige et de décorum et le risque de voir ses manifestations (médiocrité et pauvreté) - encore restreintes - se multiplier: ainsi s'établit la dictature anonyme de la laideur - que seule la volonté collective peut dissiper - devant laquelle, il peut arriver que des générations s'inclinent avec respect.

## **La gouvernance**

Au-delà des quatre types d'Etats - l'Etat gendarme, libéral dans la première moitié du XIXe siècle, qui intervient peu dans les domaines économique et social; l'Etat organisateur de la nation qui renforce la cohésion sociale et la puissance nationale; simultanément et jusque dans années 1920, l'Etat protecteur des secteurs économiques et sociaux; l'Etat providence, keynésien, modernisateur, qui s'annonce avec la crise des années trente- l'Etat, d'une manière générale, s'efforce à travers ses multiples prérogatives et fonctions de veiller au tandem progrès économique/progrès social, principe, aujourd'hui, remis en cause sous la pression de la mondialisation.

Actuellement, la société a besoin d'un modèle d'Etat à la fois soucieux du développement économique et de cohésion sociale, pour pallier la crise: d'ailleurs «gouverner, c'est prendre des décisions, résoudre des conflits, produire des biens publics, coordonner les compétences privées, réguler les marchés, organiser les élections, extraire les ressources, affecter les dépenses» (3) notait Jean LECA.

---

(2) Pierre Favre. «Être gouverné " Etudes en l'honneur de Jean LECA. Presse de sciences politiques 2003

Il est vrai que l'harmonie n'est qu'une illusion d'optique, une façade et un décor. Qu'elle est fondée sur la diversité et les contradictions, car la pensée démocratique est fondamentalement le fruit du postulat de relativité. Que les individus, leurs opinions et leurs actes -isolément ou ensemble- ne dessinent aucune figure qui soit inspirée par une rationalité claire ou homogène et qu'il n'est pas simple de préciser l'influence qu'ils peuvent avoir sur un quelconque pouvoir. Que la démocratie n'est pas un régime: elle est un état des choses et des esprits, elle est une ambiance qui peut vivre et s'épanouir dans une monarchie, comme dépérir dans une république. Qu'elle suppose une certaine qualité de personnes, une certaine qualité des opinions et une certaine qualité d'actes. Que la démocratie est un exercice qui doit produire, en permanence, la lisibilité et la visibilité sur la société.

Mais pour que le débat démocratique soit de qualité, il faut aussi contrôler les effets des politiques menées, d'ailleurs, le contrôle démocratique est celui qui, par le langage, conforte ou récuse le comportement des détenteurs du pouvoir, pour vérifier non pas s'ils expriment les volontés individuelles du moment, mais si quantitativement et qualitativement, le principe de relativité est bien appliqué dans la vie réelle. Le critère de la vie démocratique réside, en fait, plus dans le style des institutions que dans leur structure, elle peut être considérée comme une musique de fond d'une représentation collective humaine, la notion de représentation démocratique suppose, ainsi, que le détenteur du pouvoir soit le délégué des non détenteurs: implicite est, évidemment, l'idée que tout pouvoir a besoin d'être justifié et qu'aucun pouvoir ne peut être délégué quand il n'est pas détenu.

Par ailleurs, la liberté et la diversité des manifestations d'opinion qui sont indispensables, ne suffisent pas, pour autant, à constituer la démocratie, d'autant que l'éparpillement des volontés individuelles empêche la formation d'une volonté collective. Ainsi la démocratie ne dépend pas plus d'une constitution, de textes de lois ou de référendums, ni même de leur application, que d'un état d'esprit: de même, les volontés formelles des individus, qu'elles soient d'incitation, de résistance ou d'abstention, même si additionnées, elles forment une majorité numérique, ne constituent pas. Cependant, une volonté collective et donc une démocratie.

Il en résulte, que définir la dictature uniquement par l'absence de consentement majoritaire déclaré au pouvoir constitue un pur formalisme: chacun sait que toutes les dictatures, au moins dans leur phase de réussite, ont obtenu dans les consultations populaires, des majorités impressionnantes. L'élément essentiel de la qualification est plutôt le contenu social du régime et notamment son attitude vis-à-vis des personnes (4). Le refus de la laideur du pouvoir s'y trouve exposé à la face des décideurs, dans la mesure où le pouvoir a immobilisé en incarcérant - dans la douleur - la tendresse, la compassion et la solidarité, ce qui engendre un intense mécontentement, qui ne cesse de se manifester

---

(3) L'imposture ne devrait pas empêcher les opprimés d'avoir les yeux fixés sur un symbole qui n'est une honte que pour les bourreaux; ce symbole n'est pas celui de la résignation, il est celui du risque volontairement provoqué et de son inévitable conséquence.

(4) Pierre Rosanvallon. Tension entre état et société civile, Alternatives économiques hors série 2004

avec force, à l'égard des autorités, ce qui accentue la nécessité de débats sur leur rôle et leur efficacité.

D'ailleurs, le chaos instauré par la contestation multipliée des légitimités peut- par un retour paradoxal, mais compréhensible et un souci de cohérence et d'harmonie- exalter des légitimités radicales, telles les légitimités jugées dépassées dans la deuxième moitié du vingtième siècle, notamment l'extrémisme religieux et qui est présenté comme une sorte de beauté morale retrouvée, faisant contraste avec ce qui est présenté comme les laideurs du monde environnant et la vie quotidienne. En effet, L'idéologie religieuse tend à abolir les contradictions par une rationalité supérieure: au chaos insupportable que l'esprit critique individuel reconnaît dans l'apparence des choses, substituer une harmonie transcendante, l'idéologie est, donc, plus faite pour dissimuler les contradictions que pour les exprimer; cependant, c'est la jonction de la légitimité et de la vérité qui fait que la vérité soit perçue comme un devoir, auquel nul ne saurait échapper sans être coupable.

De même, puisque le pouvoir est le nom prêté à une situation stratégique complexe dans une situation donnée, sa rationalité résulterait de la coordination de tactiques loquaces. En tout cas, la volonté des individus ne saurait être l'origine du pouvoir politique, c'est l'injection dans le pouvoir de valeurs existantes dans la collectivité où il s'exerce qui fait le pouvoir politique; d'ailleurs, il faut une grande dose d'illusion à un individu pour croire sérieusement que c'est lui qui attribue le pouvoir dans un groupe quel qu'il soit, car sauf cas de démence, une personne ne détenant pas un pouvoir ne peut prétendre qu' une portée très limitée de sa propre volonté.

Parce que l'évaluation d'une politique revient à apprécier son efficacité, en comparant ses résultats aux objectifs assignés et mis en œuvre, la crise de la légitimité de l'action publique accroît, donc, l'exigence de rationalité et de transparence des politiques: de même, le développement de nouvelles formes de gouvernance et la multiplication des niveaux de décision incitent à développer des relations qui se prêtent à l'évaluation, notamment les partenariats et les contre-acculturations et ce, pour mesurer l'efficacité des politiques, leur efficience, leur pertinence et leur impact. Cette évaluation permettra d'impliquer, davantage, les acteurs publics dans la mise en œuvre de toute politique et de se donner les moyens pour mieux comprendre la logique et mieux s'en approprier les objectifs.

L'efficacité d'un acte, réside dans le pouvoir qu'a cet acte d'aboutir à un résultat, mais ce résultat peut correspondre ou non à un but prédéterminé: en fait le pouvoir est une réalité qui a besoin d'une valeur et les deux éléments ne doivent pas être dissociés, mais unies. Pascal ne disait-il pas que la justice sans la force est impuissante et que la force sans la justice est tyrannique.

Bien souvent, c'est au nom du bien-être du peuple et de l'harmonie, que celui-ci passe d'une dépendance à une autre et c'est aussi au nom de l'harmonie que des révolutionnaires sont anéantis par plus révolutionnaires qu'eux, car la nudité des contradictions entraîne la nudité du pouvoir, qui devient le symbole de la dysharmonie : d'où l'opportunité de questions lancinantes: pourquoi le pouvoir politique, économique, religieux, social ou culturel prétendant lier l'idéal à l'efficacité, continue-t-il de produire une impression presque inévitable d'exagération ou de contrainte? Pourquoi même quand

il se pare des somptuosités de l'apparat, de la cérémonie et de la fête, ne provoque-t-il chez l'homme libre que malaise, indignation, colère et mépris? Par ailleurs qu'est ce qui permet de banaliser, de normaliser et de faire accepter des faits et des devoirs parfois irrationnels ou inhumains en les dignifiant ? Enfin qu'est-il advenu de la conception athénienne de la démocratie, fondée sur la vertu et créatrice de bonheur ?

L'opportunisme est plus que jamais de rigueur et les détenteurs du pouvoir s'installent, de plus en plus, confortablement dans les fauteuils de la décision et ne ratent aucune occasion pour en profiter et, donc, accentuer les dysfonctionnements et les antagonismes, lesquels en l'absence de systèmes de contrôle ne peuvent générer qu'errements et périls.

### **La société civile**

Le fait que les autorités ne soient plus les seuls grands acteurs de la vie nationale ne signifie nullement qu'ils n'ont plus de rôle à jouer; leur rôle en matière d'ordre public, de régulation du marché, de renforcement de la démocratie - conduisant à instaurer un large débat public, seul à même de dégager des priorités publiques reconnues et supportées par tous - se trouve renforcé. Néanmoins, actuellement, les meilleurs décideurs sont ceux qui comprennent que leur rôle est de définir les grandes orientations de la société, à tout niveau et de laisser ceux qui sont le plus près prendre la décision, au "je décide" opter pour "prenez la décision idoine".

Le concept de société civile a fait son apparition en Angleterre au XVIIe siècle, pour signifier la capacité de l'Etat de s'auto organiser. Au XIXe siècle, le concept prend un autre sens, il est opposé à l'Etat et il désigne deux modes d'organisation de la société: le monde de la généralité, celui de l'Etat et le monde de la particularité, celui de l'individu qui par sa recherche de l'autonomie s'oppose à l'Etat; alors que seul le monde de la généralité, pensait-on pouvait fonder une puissance collective.

Il faut attendre les années soixante dix et quatre vingt pour que le concept de société civile soit reconnu comme faisant partie d'un processus d'acceptation mutuelle et de construction collective. En effet, l'Etat est désormais appelé à accompagner, progressivement, la formation de corps intermédiaires, mécanismes et institutions qui permettraient aux groupes sociaux de s'organiser et de se structurer pour une meilleure gestion pour puiser l'information et pour le feed-back.

La pression des citoyens à travers les organisations non gouvernementale, - sur le pouvoir paraît s'affirmer comme une force sociale et politique de première instance du fait de leur nombre et du fait que de tels groupes se sont révélés plus efficaces et plus habiles que les autorités: en effet, au moment où la capacité de contrôle des autorités est étalée et remise en question, cette forme d'organisation sociale gagne, de plus en plus, en influence. De telles organisations, à des degrés différents, ont acquis la capacité de mobiliser l'opinion publique et d'imposer certaines priorités au pouvoir politique: elles apportent soins et nourritures, assurent l'hébergement, fournissent un large éventail de services à caractère social (agriculture, artisanal. alphabétisation...), à prix moindres et d'une manière plus efficace.

Ces organisations remplissent, de plus en plus les vides - et la nature a horreur du vide - laissés par l'inaction et l'incapacité des autorités, elles trouvent des moyens nouveaux et souvent peu coûteux, de satisfaire les besoins sociaux laissés sans réponses: par leur action, elles influent sur les modes de gestion et deviennent, par excellence, un instrument du changement. Par ailleurs, actuellement, la tension entre l'Etat et la société civile permet de mieux appréhender la question de la définition de l'intérêt général qui est toujours un objet de conflit, un objet à construire, l'objet, même, de la vie politique (5).

S'agissant de l'éthique, pendant que les forces politiques, jadis disertes sur tout déséquilibre ou dissonance sont devenues aphones, pendant que les dangers liés aux dysfonctionnements de tous genres et aux déséquilibres sociaux sont, de plus en plus, retentissants, le silence est la règle. La réalité est qu'au terme d'années de lutte et d'endurance, pour la consécration et l'accomplissement de l'Etat de droit, elles n'ont pu ni endiguer les déviances, ni contenir des cliques corrompues qui continuent de se moquer de la morale civique et du droit: pourtant, cet édifice bâti sur l'insensibilité à la souffrance et sur les décentrement, ne saurait durer et, si rien n'est tenté pour le juguler, il ne tardera pas à s'effondrer.

Les scandales - signes d'une confiance en chute libre - et les excès liés aux dérégulations socio-économiques ne sont que les indices évidents de l'affaiblissement et de l'effritement des structures sociales authentiques, jadis rempart contre toute forme d'errements. Par ailleurs, la tendance au désabusement est accentuée à un degré sans précédent par un environnement social qui semble vouloir se départir de tout idéalisme et qui s'empresse de vouloir chanter les vertus et les louanges d'un prétendu réalisme, d'un monde dur, individualiste et âpre au gain, Cette déception, voire ce cynisme n'est, certes, pas chose nouvelle, mais aujourd'hui le phénomène est singulièrement alarmant et il a pour effet d'affaiblir le pays, la collectivité, d'atrophier le tissu social et d'engendrer les opportunistes.

La réflexion éthique sur ces graves sujets - qui posent des problèmes et qui génèrent des conflits - demande et requiert une méthode qui soit à même de permettre l'élaboration d'un jugement et de fonder une prise de position: aussi, l'éthique augurera une réflexion qui prendra en main les problèmes actuels et proposera un cheminement qui aiderait à prendre une décision; elle deviendra une réponse aux exigences démocratiques et poussera le décideur à être comptable de ses actes et faits.

En effet, la culture représente tout ce qui enracine, identifie et localise en ce monde, qu'il s'agisse de l'attachement à une famille, à une communauté, à une nation ou à une religion: c'est, en quelque sorte, ce qui est appelé "chez soi". Elle apporte la chaleur, la joie d'être, l'intimité des rituels personnels, la profondeur des relations privées, la confiance et la sécurité qui permettent d'aller à la rencontre d'autrui. La culture est à la source des sentiments d'estime de soi et d'appartenance qui sont plus essentiels à la

---

(5) Ce n'est pas certainement pas le retour à de nouveaux concepts. comme « la glocalisation » définie comme la capacité d'absorber les influences susceptibles de l'enrichir, de résister à celles qui sont contraire et d'admettre, tout en leur réservant une place à part, celle qui bien qu'étrangère qui peuvent lui apporter un certain secours.

survie de l'homme que la nourriture matérielle; or la culture est dans une certaine mesure, menacée du fait de son exposition, presque d'une manière négative, au monde moderne.

La tradition, la coutume, la pensée permettent, donc, d'opérer le passage de la réalité à la valeur, alors que l'opinion, les théories, les conceptions, les morales modèlent, contournent ou détruisent la réalité si elle prend figure d'un obstacle, car les valeurs, à la différence des réalités sont fragiles, instables et éphémères, elles sont soumises à la désaffection et à la désuétude.

En effet, la création artistique est capable de replacer l'homme en face de lui-même et des choses, l'homme est, donc, celui qui donne et celui qui reçoit; il est le créateur et le contemplateur et tous deux se rejoignent au sein de l'œuvre, et de ce fait un ferment de contradictions et de changements s'introduit dans le corps social. De même, le phénomène esthétique ne peut être réduit à une donnée naturelle, il est le fruit d'échanges entre sujets et objets qui place l'art dans le domaine des valeurs. L'art manifeste, donc, une liaison typique du système des réalités et du système des valeurs, avec mutation réciproque et par ailleurs, l'art et l'esthétique sont étroitement liés à l'idéologie du groupe, ils en font partie, ils en sont un moyen d'ancrage de l'homme dans la collectivité et de la collectivité dans l'histoire; l'instinct de conservation des choses n'est-il pas dans une certaine mesure, un élargissement de l'instinct de conservation de la vie?

En effet, la désaffection politique - creusant de plus en plus le fossé de la méfiance, du doute et du ressentiment - et l'attitude apocryphe et réductrice de certains décideurs - qui continuent de voir en les populations des individus fourbes et indifférents - risqueraient de modeler un environnement qui aurait, certainement, des effets destructeurs sur toutes les composantes de la société, pourtant ce n'est pas tant l'insuffisance des outils, des techniques ou des théories qui sont en cause, mais ce sont l'absence de vision, l'incapacité à diriger et la carence en valeurs qui minent tout sens de responsabilité aux niveaux tant individuel que collectif.

Où vont les valeurs? Tel est le titre de l'ouvrage que vient de publier l'UNESCO et qui tente de répondre aux trajets et itinéraires empruntés et où la probabilité d'errance et d'égarement est plus qu'évidente, il s'agit, ainsi, de ne pas s'encelluler dans l'identité collective qui se renforce sous l'effet de l'intimidation de l'insécurité; Aussi, le temps des illusions est désuet, il n'est plus permis de différer les décisions, il faut mettre fin à cette situation où les nantis sont dans des tours d'argent - complètement déconnectés de la société - et où les pauvres sont lâchés à leur triste sort, où le décideur est indifférent et où la politique est corruptrice, pourtant toutes les guerres perdues - disait le général américain Mac Arthur - n'ont qu'une seule cause: l'intervention arrive trop tard.

## **Le rôle des intellectuels**

Il est admis que s'il n'y avait pas de contradictions, il n'y aurait pas d'histoire pour un individu ou un groupe - surtout que l'histoire est présentée comme une synthèse élaborée sur la base d'une série de documents écrits et renseignant sur le passé - et l'absence de contradictions n'est pas un équilibre : elle est l'inexistence : d'ailleurs, les volontés ne sont elle pas davantage conditionnées par les contradictions qu'elles

rencontrent où qu'elles suscitent, que par la raison?

Le contraire de la vérité consiste en le refus d'aller au-delà des instruments dont dispose l'individu et des apparences dans lesquelles il vit, même si le peuple est généralement muet, s'il ne s'exprime que par intermittence et par saccades, que tant qu'il n'agit pas, il est, même, possible de douter de son existence: il y a, ainsi, hétérogénéité entre le discours des gouvernants et le discours du peuple.

Le peuple, confronté à la laideur ne sourit plus, or le sourire humain peut exprimer des sentiments variés, le scepticisme, la politesse, le plaisir ou la compassion, d'une manière plus contrastée et plus grandiose, il peut signifier que le peuple n'est pas écrasé par le tragique massif du malheur: le sourire est, donc, appel, liaison, participation qui voit et comprend l'autre sans l'absorber, l'altérer ou le broyer, car la nature, la technique, les masses, les peuples et les individus ne sont tout à fait étrangers que si il n' y a personne ou s'ils sont, quel que soit le décorum, dépourvus d'art, d'esthétique et de poésie.

Certes, il y a une possibilité pour la population locale de sauvegarder son monde traditionnel, fondé sur la protection de son milieu (6), elle réside en le rôle des intellectuels, qui est de se focaliser sur certaines règles, comme la lutte contre les dysfonctionnements de tout genre.

L'homme vit dans une société où l'individualisme des nantis coexiste avec le repli sur soi des exclus, où la régression des valeurs collectives s'amplifie, où la vision de l'avenir est remise au second plan: devant une telle situation, la recherche de la revalorisation des valeurs est plus que jamais d'actualité. Dans cet univers, donc - où il n'y a ni paix totale, ni une guerre totale, ni même une quiétude relative - s'inscrit fondamentalement le rôle des intellectuels d'historiciser les émotions (haine, angoisse), de souligner le rôle des rumeurs, d'étudier les souffrances et les délabrements, d'éclairer les chemins de la paix et de décrypter les situations paroxystiques.

En effet, la paix se négocie à partir des réalités sociales, culturelles et historiques et la responsabilité des intellectuels réside, aussi, dans l'aide à sa compréhension: d'autant plus que l'ambivalence de la science - pourvoyeuse du pire comme du meilleur, faucheuse de vies et semeuse d'espérances - peut se métamorphoser, à travers des éclairages pluridisciplinaires, en une "science citoyenne", à même de proposer des projets sociétaux. permettant de comprendre et de corriger les dysfonctionnements.

L'alternative consiste en une prise de position radicale et s'y dérober serait consentir à l'abject car, quand une population est rongée par la misère, l'insécurité et la corruption, la démocratie est en danger; d'autant plus que la perte des idéaux des années soixante dix et des années quatre-vingts a conduit les intellectuels à sombrer dans un repli complice et à se détourner des engagements de jeunesse. Ce qui est pire, c'est que certains d'entre eux n'hésitent plus à assumer des positions, qu'ils auraient qualifié auparavant de négatives: pourtant, tout projet sociétal doit "être un projet transcendant et créateur qui s'inspire d'une illusion anthropocentrique et qui constitue un mirage grandiose.

---

(6) Thomas Friedman, la puce et l'olivier comprendre la mondialisation edition nouveaux horizons paris 2001

D'ailleurs, le choix des instruments (législatifs, réglementaires, économiques, fiscaux, conventions sociales) est un enjeu majeur de l'action politique et chaque instrument constitue une forme condensée de savoir sur le pouvoir social et sur les façons de l'exercer. Ces instruments ne sont pas des dispositifs neutres, ils produisent des effets spécifiques et peuvent ne pas correspondre aux objectifs poursuivis, d'où la question de leur coordination et d'où le rôle des intellectuels; d'autant plus que la convivialité suppose un développement intelligent, qui conjecture des incitations et des initiatives et qui doivent fonctionner dans une parfaite cohérence.

C'est à croire que s'attaquer aux maux de la société répugne les intellectuels d'aujourd'hui, qui préfèrent s'adresser, tout au plus, à un public restreint, quand ce n'est pas aux détenteurs du pouvoir économique et politique, "vous les juristes avez une grande influence... vous servez trop les Etats, vous ne fréquentez pas assez les peuples" disait l'auteur. Faut-il, alors, déclarer caduque l'époque, où l'intellectuel se définissait d'abord par son travail, par une œuvre d'un grand intérêt ou lorsqu'il interférait dans les affaires de son siècle? où est, donc, cet intellectuel d'Herbert Marcuse qui refuse l'établissement de compromis avec les dominants? Où cet intellectuel de Jean-Paul Sartre qui s'occupe de ce qui ne le regarde pas? Où est cet intellectuel de Michel Onfray dont le principal rôle est de dénoncer les injustices, les tares du système, les mécaniques aliénantes?

Les intellectuels, de nos jours, doivent tout aux médias. ils se détournent des affaires de la cité et des problèmes de la société; ils vont rarement sur le terrain et quand ils y vont, ils se remettent aux autorités "ils ne servent pas une cause. ils s'en servent, ils mettent le malheur du monde au service de leur ego", dans un égotisme exagéré...et à chacun sa bannière, à chacun son fonds de commerce. Pour nombre d'entre-eux l'objectif principal est de servir les détenteurs des différents pouvoirs, parfois au détriment de leur statut, faisant fi de cet axiome "quand la science se rapproche du pouvoir, elle s'avilit et quand le pouvoir se rapproche de la science, elle s'agrandit".

L'heure est désormais, à la mobilisation pour mettre en échec les dysfonctionnements, par l'implication des populations dans la prise de décision d'une part, et par l'intégration de tous les impacts dans la prise de décision d'autre part.

Pour cela, il faut une vision parce que la politique ne peut se résumer au traitement des questions urgentes, une vision qui proposerait un projet de société, mais cela ne saurait se faire qu'en mobilisant la société et en s'appuyant sur les acteurs organisés, dans le respect des règles et dans le respect de l'autre: par ailleurs, cette vision ne saurait se construire sans l'accès de tous aux droits fondamentaux, notamment l'éducation, la santé, le logement, la revalorisation du travail. Cette vision a besoin, aussi, de la préparation de l'avenir, par l'investissement dans la formation et la recherche ainsi que la promotion de la culture, qui est au cœur du projet sociétal; projet qui doit être défini, pensé, porté et mis en oeuvre avec le concours de toutes les forces vives de la société, Cependant, le but de tout projet sociétal n'est pas de donner une vision plus précise de l'avenir, mais de réfléchir sur le présent, à travers une lumière nouvelle, de le rendre plus lisible, d'ouvrir de nouvelles perspectives et de rendre possible des choix circonspects: il doit, aussi, être évocateur, voire provocateur pour ébranler les certitudes enfouies dans les esprits, car les politiques des pouvoirs publics ne doivent pas, uniquement, s'adapter aux circonstances,

elles doivent les anticiper.

En effet, la gestion rationnelle de la chose publique ne saurait progresser sans la consolidation de l'obligation de rendre compte, d'être comptable et d'affermir la transparence; le Rapport du "World Ressource", du 10 juillet 2003 constaté dans ce sens. que la meilleure façon de contraindre les décideurs à agir est d'habiliter les populations à exiger une réelle participation dans la prise de décision, Rapport qui conditionne cette gageure, par une véritable accession à l'information, ce qui est loin d'être un acquis.

En guise de conclusion, l'exemple suivant paraît résumer tous les défis à relever, sous peine que la société soit balayée par les dangers qui guettent : « chaque soir, le lion s'endort en sachant que s'il n'est pas capable le lendemain... de courir plus vite que la moins rapide des gazelles, il mourra de faim. Et chaque soir, la gazelle s'endort en sachant que si elle n'est pas capable de courir plus vite que le plus rapide des lions, elle servira de petit déjeuner à quelque fauve. Mais, il est une chose que et le lion et la gazelle savent lorsqu'ils s'endorment: c'est que, le lendemain... ils auront, tous deux, intérêt à courir très vite ».

*REMALD, n° 59, novembre - décembre 2004*